

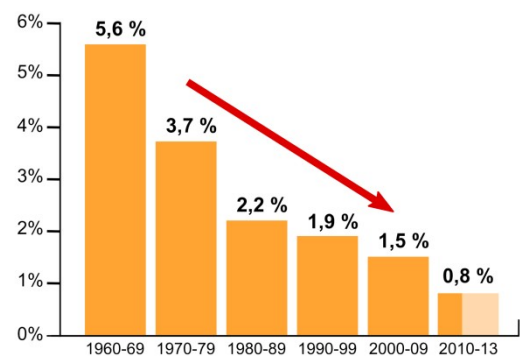
Dire la vérité, changer notre façon de penser et d'agir

Jamais notre pays n'avait connu une crise sociale d'une telle gravité : plus de 5 millions d'inscrits à Pôle Emploi, des millions de précaires et 9 millions d'hommes et de femmes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Les partis qui se succèdent au pouvoir, au lieu de construire un nouveau modèle de développement, misent encore et toujours sur le retour de la croissance. Mais qui peut encore croire que la croissance va revenir comme au temps des 30 glorieuses et qu'elle seule suffira à créer des millions d'emplois ? De plus, une croissance très forte détruirait encore plus rapidement les ressources non renouvelables de la planète.

Après une croissance de 0,0 en 2012, les dirigeants français en sont réduits à "espérer une croissance de 0,1 ou 0,2 % en 2013" ! L'Allemagne vient de diviser par 2 ses prévisions.

La croissance en France depuis 1960

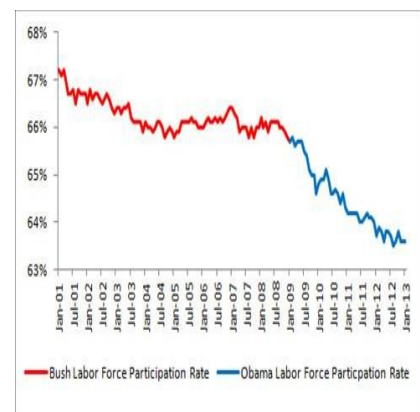


Aux États-Unis, le Président de la banque centrale avoue qu'il ne sait plus quoi faire: même en ayant créé 900 Milliards de dollars *ex-nihilo* pour financer le déficit public, il admet que les USA ne connaissent qu'une reprise en trompe l'œil : tous les mois, des centaines de milliers d'hommes et de femmes disparaissent des statistiques du chômage et tombent dans la pauvreté. Jamais le taux d'activité n'avait connu une telle dégringolade : il est tombé à 63,1 %.

Ceux qui annoncent la fin de la crise pour bientôt font des discours de "croyance" et "d'aveuglement" dû à leur "foi" dans un système qui les a formés. Aucune réalité tangible ne vient étayer cette croyance en une sortie de crise en utilisant les mêmes méthodes.

Le déni de réalité aggrave le sentiment d'impuissance et, de fait, la crise qui s'en nourrit.

Jaurès disait que le rôle du politique est de "*chercher la vérité et la dire*". Cela permet au plus grand nombre d'être pleinement acteurs du changement.



Il faut donc une Nouvelle Donne intellectuelle. Une nouvelle façon de penser le progrès social dans un contexte de croissance très faible.

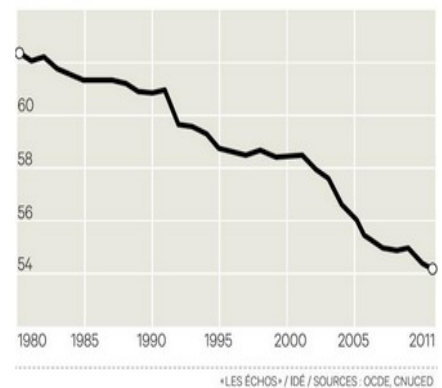
D'où vient la crise ?

Dire la vérité, c'est affirmer clairement que la crise vient d'un partage de plus en plus inégal des richesses. Et que ça n'est pas une fatalité. Le chômage et la précarité atteignent des niveaux tels qu'ils déstabilisent l'ensemble de la société : la peur du chômage est dans toutes les têtes et le "*Si tu n'es pas content, va voir ailleurs*" remplace toute négociation sur les conditions de travail ou les salaires. De ce fait, dans tous nos pays, la part qui va aux salaires dans la richesse nationale a très fortement baissé. Un nombre croissant de femmes et d'hommes n'a plus de quoi vivre dignement avec son salaire.

En trente ans, des sommes colossales qui auraient dû aller aux salariés - donc aussi aux caisses de Sécurité sociale par les contributions et à l'État par l'impôt - sont parties vers les marchés financiers et ne reviennent jamais, sous aucune forme vers les salariés. Pour maintenir, malgré cela, un haut niveau de consommation, on a poussé les salariés à s'endetter et on constate maintenant que ce système ne peut plus durer. Et ce n'est pas en diminuant encore les salaires (pour être un peu plus compétitif que le voisin) qu'on va sortir de cette situation...

"Aucune sortie de crise n'est à attendre tant que le chômage restera à un niveau aussi élevé et que la part des salaires restera aussi faible", affirme l'ONU ¹.

La part des revenus du travail dans la valeur ajoutée
Moyenne pondérée, en %



Nouvelle Donne de réflexion donc : la justice sociale n'est pas un luxe auquel il faut renoncer à cause de la crise. Au contraire : reconstruire la justice sociale tout en répondant à la crise environnementale est LE seul moyen d'en sortir. La justice sociale n'est pas une récompense de la réussite économique, elle en est la condition.

Une nouvelle donne environnementale

Toutes les études montrent que le dérèglement climatique s'aggrave. Agir vite pour diminuer très fortement nos émissions de gaz à effet de serre est vital: « sécheresses, inondations, cyclones... le nombre de phénomènes climatiques extrêmes a déjà **triplé** en 30 ans » affirme une étude de Munich Ré, le numéro 1 mondial de la réassurance.

Ce n'est pas en améliorant la bougie qu'on a inventé l'ampoule électrique. Ce n'est pas en mettant quelques rustines à un système qui s'effondre qu'on va construire une nouvelle société... Pour sortir de la crise, il faut provoquer une vraie métamorphose.

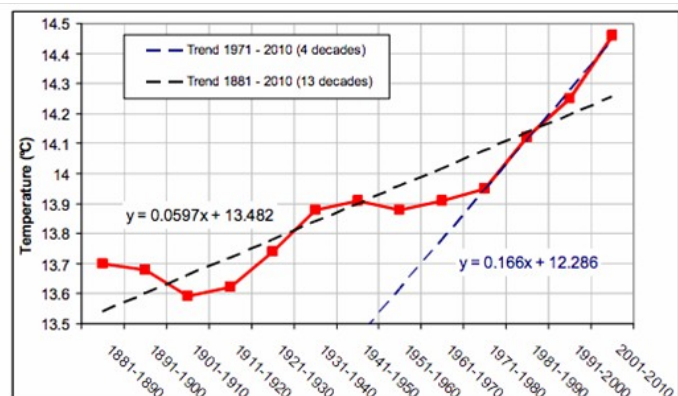


Figure 3: Temperature trends

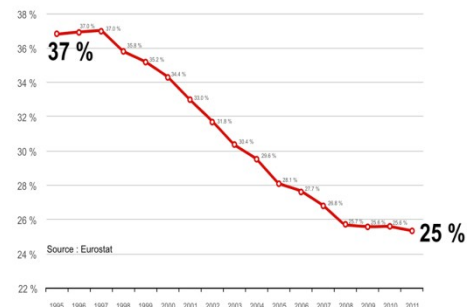
¹ Les Echos 28 septembre 2013

Une nouvelle donne économique

Si la cause fondamentale de la crise vient de la forte baisse de la part des salaires dans le PIB, il n'est ni juste ni efficace d'augmenter les impôts de l'ensemble des citoyens qui gagnent trop peu. Il y a d'autres moyens d'aller vers l'équilibre des finances publiques:

- **Créer un impôt européen sur les bénéfices des entreprises.** En Europe, le taux moyen d'impôt sur les bénéfices est passé de 37 à 25 % en 15 ans. Contre 40% aux États-Unis. Nous voulons créer un impôt européen sur les bénéfices non réinvestis. Financer le budget européen de cette manière permettra à la France de garder les 21 milliards qu'elle "donne" chaque année au budget européen. 21 milliards de marge de manœuvre chaque année ! Cet impôt diminuerait aussi les tentations de tourisme fiscal en rééquilibrant les disparités entre états de la zone Euro.

Evolution de l'impôt sur les bénéfices en Zone Euro 1995 - 2011



- **Redonner de l'oxygène aux États en finançant la vieille dette publique à 1%.** Pour sauver les banques, la BCE a mis 1.000 milliards sur la table au taux de 1 %. Aux USA, la banque centrale a mis la même somme au taux de 0,01 %. Pourquoi les États devraient-ils payer des taux plus élevés pour refinancer leurs dettes anciennes ?
- **Boycotter les paradis fiscaux.** Le manque à gagner dû à "l'optimisation fiscale" - qui est le mot doux pour dire "évasion fiscale" - représente pour la France, 40 à 50 milliards chaque année. Nouvelle Donne modifiera le code des marchés publics pour qu'aucune banque, aucune entreprise industrielle ne puisse concourir à un marché public si elle utilise les paradis fiscaux pour échapper à l'impôt.
- **Une vraie révolution fiscale pour rendre l'impôt plus simple et plus progressif.** Cette réforme que défend Thomas Piketty et qui est à nouveau mise en débat par le gouvernement est totalement nécessaire mais elle n'est acceptable par tous que si on retrouve des marges de manœuvre et une certaine sérénité. Ce qui suppose d'agir d'abord sur les leviers précédents.

Une nouvelle donne pour l'emploi

- **Stopper l'hémorragie des licenciements secs** comme unique réponse aux difficultés d'une entreprise : quand une entreprise est en difficulté, garder l'ensemble des salariés en baissant le temps de travail et en maintenant 95 % du salaire comme cela se fait en Allemagne et au Canada.
- **Sécuriser les chômeurs et précaires** en maintenant 90 % du revenu des salariés tombés au chômage, mais aussi des artisans et des patrons de PME, pendant 4 ans à la condition qu'ils soient à la recherche d'emploi ou en formation pour acquérir de nouvelles compétences, comme cela se fait au Danemark, ce qui suppose un fonctionnement différent de Pôle emploi. Créer un vrai bouclier vital pour éviter que les chômeurs de longue durée tombent en dessous du seuil de pauvreté.
- **Investir dans une vraie politique du logement** en utilisant les 34 milliards du Fonds de réserve des Retraites comme cela se fait au Pays-Bas (au lieu de les laisser sur les marchés financiers). Comblé le déficit de logement estimé aujourd'hui à 800.000, prendra plusieurs années. Raison de plus pour s'y mettre sans plus tarder !

Si l'on construisait suffisamment de logements, on pourrait progressivement arriver au même niveau de loyer qu'au Pays-Bas ou en Allemagne. Chaque ménage vivant dans 70 m² économiserait 280 euros de loyer par mois ! Autant de pouvoir d'achat en plus. Au lieu de licencier 40.000 salariés comme tout le monde s'y attend dans l'année qui vient, le secteur du bâtiment pourrait créer 150 ou 200.000 emplois dans les deux ans.

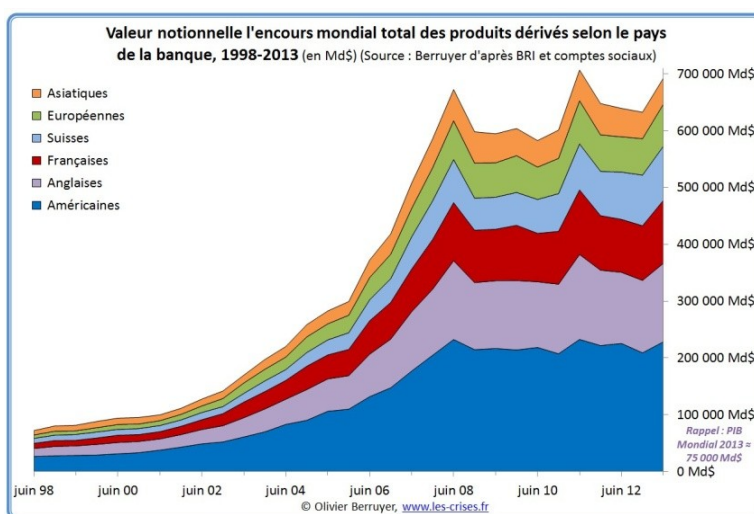
- **Lutter contre les délocalisations** en refusant le dumping social intra-européen. En 2007, Angela Merkel affirmait devant tous les chefs d'État réunis à Berlin qu'il fallait un Protocole social. Nicolas Sarkozy refusa. Nous avons assez perdu de temps. Pour stopper les délocalisations de nos régions vers les pays ou les régions à faibles salaires, il est urgent de négocier un traité de convergence sociale.
- **Lancer un grand Plan européen *Énergie Climat Pouvoir d'achat***. On pourrait économiser en moyenne 1.000 euros par an et par ménage si l'on investissait massivement dans les économies d'énergie, en particulier dans l'isolation de nos domiciles. C'est une étude de la Commission européenne qui l'affirme (rapport du 2 mars 2011). Nous demandons que soit négocié un Pacte Européen qui permettrait de financer ces investissements. Pour sauver les banques, la BCE a mis 1.000 milliards sur la table. Pourquoi ne pas en faire autant pour sauver le climat et faire baisser nos factures de chauffage ? Une étude du CNRS indique qu'une telle politique pourrait créer 200.000 emplois en France.
- **Négocier un nouveau partage du temps de travail**. Aux États-Unis, Robert Reich, Ministre du Travail de Bill Clinton, relance le débat sur le temps de travail : il montre que les délocalisations n'expliquent qu'une très faible part des destructions d'emplois (10%). L'essentiel du chômage vient des gains de productivité colossaux que nous avons réalisés depuis 40 ans grâce aux ordinateurs, aux robots et à la démocratisation de l'enseignement supérieur. « L'administration Obama doit faire une réforme fiscale pour baisser le temps de travail sans baisser les salaires » écrit Robert Reich.

Il faut réinventer notre rapport au travail et à la formation tout au long de la vie: nous sommes de plus en plus nombreux sur la planète mais nous avons de moins en moins besoin de gens pour faire fonctionner la machine. Comment s'organiser pour que tout le monde ait une activité et un revenu décent ? En réalité, il ne s'agit pas de "travailler moins" mais d'être plus nombreux à travailler, plus nombreux à avoir un revenu décent, plus nombreux à cotiser... Plus nombreux aussi à bénéficier d'un nouvel équilibre entre travail et vie privée.

Une nouvelle donne pour réguler la finance

Depuis 2008, les activités spéculatives des banques et des fonds de pensions n'ont pas du tout diminué. Une nouvelle crise financière peut éclater à tout moment.

Pour limiter les conséquences d'un Tsunami financier sur l'économie réelle, il faut voter une vraie séparation des banques de dépôt et des banques d'affaires **car ça n'est toujours pas fait même si une loi minuscule a été votée**. Ce système de séparation des activités bancaires fut la règle générale dans tous nos pays pendant 40 ans ! Il faut y



revenir. Cela éviterait que les banques d'affaires continuent de spéculer avec la garantie de l'Etat. Sans cette garantie, elles seraient beaucoup plus prudentes dans leurs activités. En cas de pertes, elles devraient se tourner vers leurs actionnaires au lieu de se tourner vers l'Etat. En cas de crise majeure, leur faillite n'aurait qu'un impact limité sur l'économie réelle alors que l'impact sera catastrophique si banques de dépôt et banques d'affaires restent liées.

Comme Joseph Stiglitz, nous demandons qu'une Autorisation de Mise sur le Marché (semblable aux AMM des médicaments) soit nécessaire pour qu'un nouveau produit financier puisse être commercialisé par une banque.

Nous proposons que soit limitée la taille des banques afin qu'il n'y ait plus en France aucune banque faisant courir un risque systémique à notre pays. Il faut également interdire les retraites-parachutes comme le peuple suisse l'a décidé par référendum.

Nous souhaitons aussi qu'une partie du secteur bancaire soit socialisée, c'est à dire que son conseil d'administration ne soit pas composé uniquement de représentants des actionnaires (ni uniquement de l'État, comme en cas de nationalisation) mais qu'il soit ouvert aux représentants de l'intérêt général du pays : représentants des PME, des salariés, des associations, des élus...

Pour combattre la spéculation financière, il faut mettre en place une taxation dégressive sur les bénéfices financiers : une taxe à 90 ou 100 % pour les profits réalisés en moins d'un jour mais qui baisserait progressivement jusqu'à 1 % pour les bénéfices réalisés avec des investissements conservés plus de 12 ans. Notre pays attirera ainsi les investisseurs de long terme et inciterait les spéculateurs à partir déstabiliser d'autres pays.

Une nouvelle donne démocratique

Les citoyens ont de plus en plus le sentiment que le pouvoir est confisqué par une petite oligarchie : Il est urgent que nous, citoyens, nous reprenions la main. Pour cela, il faut créer une force politique nouvelle et changer le fonctionnement de nos institutions.

Le seul pays d'Europe dont les institutions ressemblent aux nôtres est la Roumanie : après la chute de Ceausescu, le Conseil de l'Europe a conseillé aux élites roumaines de s'inspirer des institutions françaises pour rédiger leur nouvelle Constitution au prétexte qu'après 20 ans de dictature, certains pensaient qu'un passage direct à la démocratie était trop risqué...

Il est temps d'en finir avec cette monarchie constitutionnelle qui ne dit pas son nom. Ce Parlement aux ordres, ce premier ministre doublon. Décider enfin d'un non-cumul très strict des mandats y compris dans la durée, d'une responsabilité accrue de l'Assemblée, de construire un vrai statut de l'élu pour que les mots "carrière" et "politique" ne soient plus accolés et faciliter le retour à la "vie normale" à la fin du 2^e ou du 3^e mandat.

Instaurer la Loi d'Initiative Citoyenne (L.I.C.) : tout texte ayant recueilli 300.000 signatures et conforme à la Déclaration européenne des Droits de l'Homme, doit être débattu par le Parlement au même titre qu'un projet de loi venant du gouvernement.

Instaurer les Référendums citoyens dans les mêmes conditions que les L.I.C.

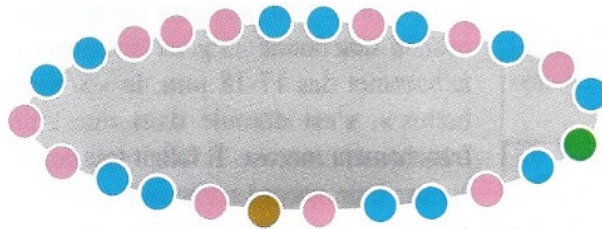
Une nouvelle donne pour l'Europe

L'Europe est à deux doigts du KO : les citoyens ont l'impression que, non seulement, l'Europe ne les aide pas à sortir de la crise mais que les règles imposées "par Bruxelles" aggravent la situation. Ils ont le sentiment que ce "machin" fonctionne sans eux et parfois contre eux. L'Europe sociale est toujours remise à plus tard.

Une Europe vraiment démocratique

« L'élargissement rend indispensable une réforme fondamentale des institutions, affirmait Joschka Fischer, le ministre allemand des Affaires étrangères, le 12 mai 2000. Avec les institutions actuelles, comment parvenir à agir ? Comment éviter que les compromis soient de plus en plus étranges et que l'intérêt des citoyens pour l'Union ne finisse par tomber bien en dessous de zéro ? Il existe une réponse toute simple : le passage à un système entièrement parlementaire. »

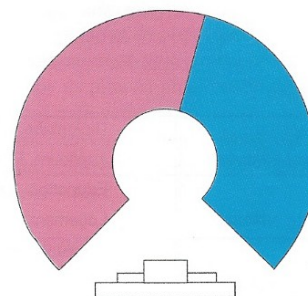
Dans un système intergouvernemental, sur une question importante, mettre un chef d'état ou le ministre qui le représente en minorité est quasi impossible car c'est prendre le risque d'humilier tout son pays. De ce fait, il faut que les vingt-huit soient d'accord, à l'unanimité, pour que l'on change le contenu d'une politique.



La paralysie est assurée. Ce sont les technocrates ou les marchés qui font la loi.

Si l'on adoptait un système parlementaire, comme le proposaient les Allemands en 2000, des députés européens de tel ou tel pays pourraient être mis en minorité sans drame national puisque d'autres députés européens du même pays seraient, eux, dans la majorité... C'est bien un débat politique qui est tranché dans un Parlement et non un combat entre nations.

Tous les 5 ans, le vote des citoyens aurait une influence directe et immédiate sur les politiques européennes –comme le vote des citoyens lors des élections législatives ou présidentielles dans chacun de nos pays.



Continuer avec des institutions conçues il y a 60 ans pour 6 pays ne fera naître une Europe démocratique.

Il faut passer à un fonctionnement parlementaire. L'Europe n'interviendrait que sur les questions pour lesquelles un pays isolé n'a plus vraiment de souveraineté, celles sur lesquelles nous devons nous unir pour être efficaces : défense, diplomatie, monnaie, recherche, sécurité intérieure, environnement, régulation de la mondialisation financière, fiscalité.

Construire une Europe politique ne va pas nous obliger à des "abandons de souveraineté". Si l'Europe a un fonctionnement vraiment démocratique, c'est au contraire le meilleur moyen de retrouver une souveraineté réelle dans des domaines où elle nous échappe aujourd'hui.

Négocier un Traité de l'Europe sociale

« Votez Oui à Maastricht et on se remettra au travail tout de suite sur l'Europe sociale » affirmait Jacques Delors avant le référendum sur Maastricht en 1992. Il reconnaissait que le traité était très insuffisant en matière sociale mais demandait aux citoyens de ne pas casser la dynamique européenne. Le Oui est passé de justesse. Vingt ans plus tard, alors que la crise sociale s'aggrave dans tous nos pays, les traités européens sont de nouveau en discussion. En matière sociale, les peuples ne peuvent plus se contenter de promesses. Il faut passer aux actes.



En 2003, un projet de Traité social avait reçu le soutien d'un grand nombre de personnalités : aussi bien Stéphane Hessel ou Jacques Delors que José Bové, Bronislaw Geremek (ancien ministre polonais), Enrique Barón Crespo (président du groupe socialiste au Parlement européen), Jean Daniel, Susan George, Bruno Trentin (président du plus grand syndicat italien), quelque 250 parlementaires et des milliers de citoyens issus de toute l'Union.

Pour demander à la Convention Giscard qui rédigeait la Constitution européenne d'intégrer ce Traité social, le président de la Commission, Romano Prodi, avait reçu Pierre Larrourou, Elio di Rupo (actuel premier Ministre belge) et une délégation des signataires. Devant tous les médias, Prodi souligna avec force l'importance de notre démarche : « Ce sont des critères tout à fait réalistes. C'est seulement une question de volonté politique. »

Après plus de 20 ans d'attente, après 5 ans de crise aiguë, **la négociation sur les Traités reprend**. Allons-nous rater une fois de plus l'occasion qui s'offre à nous ? Repousser à plus tard l'acte de naissance d'une Europe politique serait un drame historique. C'est cette année qu'il faut envoyer à tous les citoyens d'Europe un signal très fort : l'Europe muselée, c'est fini. L'Europe des lobbies, c'est fini. L'Europe démocratique, ça commence.

Il est fondamental que la France et l'ensemble des progressistes européens agissent ensemble, avec force, pour imposer un traité social dans la négociation. Il n'y aura pas d'Europe forte sans soutien des opinions publiques : pas d'Europe politique sans Europe sociale.

"Peine perdue... *Les autres ne voudront pas nous suivre*" C'est ce qu'on entend quand on se retrouve face à un blasé pessimiste. Pourtant la volonté est une force entraînante. Souvenez-vous : entre 1981 et 1984, la construction européenne fut retardée par une dame, Margaret Thatcher, qui exprimait très fortement ses priorités. « *I want my money back (rendez-moi mon argent)* " dit-elle en tapant du poing sur la table jusqu'à obtenir gain de cause.

En 2014, pourquoi les citoyens ne diraient-ils pas, avec autant de force, quelles sont leurs priorités ? *We want democracy ! We want social progress !* "Nous voulons la démocratie. Nous exigeons le progrès social" !

Ce n'est pas à 28 que nous pourrions construire cette Europe. Sans doute est-ce avec 8 ou 9 pays qu'il faut avancer. Les autres nous rejoindront s'ils le souhaitent mais nous ne pouvons pas laisser exploser l'Europe simplement parce que quelques dirigeants ne veulent pas d'une intégration politique ou d'une Europe sociale.

Les mêmes valeurs qui nous poussent à agir contre l'injustice sociale et contre le déficit de démocratie en France et en Europe doivent nous pousser à agir avec beaucoup plus de force pour rééquilibrer les règles du commerce mondiale (l'Europe est la première puissance économique mondiale, elle a donc une vraie capacité d'action) et pour le respect des Droits humains aux quatre coins de la planète, en lien avec tous les citoyens, ONG et forces politiques qui portent ces combats.

« La civilisation, la vraie, se construit non sur des complicités faciles, des démissions, des esclavages mais sur des refus, des ruptures »

Théodore Monod.

Pour éviter un effondrement de l'Europe et de notre système démocratique qui ne fonctionne pas si mal pour peu qu'on arrête de le corrompre par laisser-fairisme et de le maltraiter par fainéantise, nous devons être capables de décider ensemble de réformes concrètes pour *rompre* avec un modèle économique qui nous amène dans le mur, remettre à l'endroit tout ce que 30 ans de dérégulation a mis à l'envers, inventer l'avenir. Comme il ne faut pas compter sur ceux qui ont créé les problèmes pour les résoudre, à nous citoyens de reprendre les choses en mains.

Voilà quelques-unes des propositions concrètes que Nouvelle Donne va mettre en débat aux quatre coins du pays dans les prochaines semaines. Ces propositions seront mises en débat partout en France, elles visent à être améliorées et complétées mais elles montrent déjà qu'il n'y a aucune fatalité.

A l'issue de ces débats, nous publierons au printemps le Projet que Nouvelle Donne portera aux élections européennes.



Gandhi disait : *"un arbre qui tombe fait beaucoup de bruit, une forêt qui pousse le fait en silence"*
Nous sommes une forêt qui pousse, à la différence près que nous, nous allons faire un peu de bruit quand même.